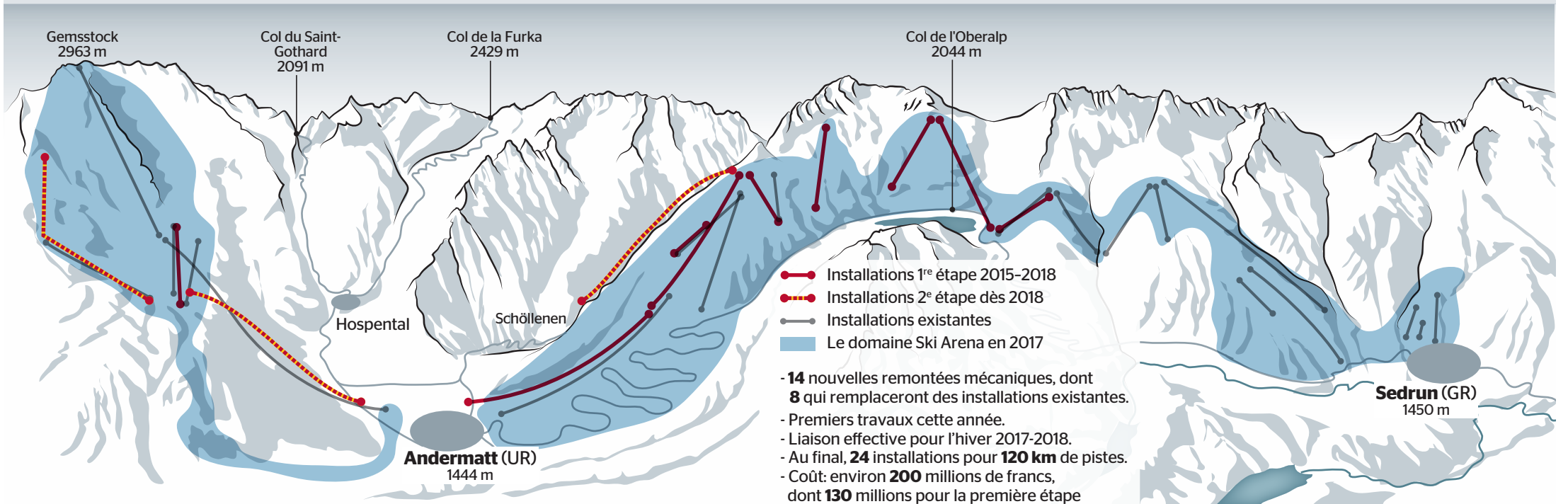


Tourisme alpin

Ski Arena: un futur grand domaine d'Andermatt à Sedrun



Les recettes du Dr Furger

L'expert valaisan plaide pour des projets ambitieux et le maintien des petites stations

Patrick Monay Viège

En Suisse, le ski est trop cher, les infrastructures vieillissantes et la concurrence internationale ne cesse d'augmenter. Peter Furger dresse un sombre tableau du tourisme hivernal helvétique. Ce Haut-Valaisan, auteur en 1974 d'une thèse de doctorat sur le développement des régions de montagne, restructure des domaines skiables à tour de bras depuis plus de vingt ans. Pour lui, la crise actuelle du franc fort doit servir d'électrochoc. Il exhorte le monde politique à prendre ses responsabilités et les acteurs économiques à faire preuve d'ambition.

Le consultant sait de quoi il parle. A 68 ans, son ultime défi consiste à mener à bien la plus grande réalisation du pays en matière de remontées mécaniques: la liaison des stations d'Andermatt (UR) et de Sedrun (GR), par la construction de huit nouvelles installations et le remplacement de six autres. Une aventure à 200 millions de francs, financée par Samih Sawiris, le magnat égyptien qui bâtit un immense complexe hôtelier et immobilier à Andermatt. Pour le Dr Furger, voilà la preuve que la Suisse peut encore jouer dans la cour des grands. Interview.

Les acteurs du tourisme se plaignent des contraintes légales et des tracasseries administratives qui freinent le développement des stations. Comment avez-vous réussi votre coup à Andermatt?

Grâce à une procédure globale, avant de déposer le premier dossier technique. L'Office fédéral des transports a compris l'importance économique de cette nouvelle liaison: de deux petits domaines moribonds, on en fait un seul, de premier plan au niveau suisse. Mais il est vrai que nous avons dû remplir des centaines d'exigences, notamment environnementales. Cela représente 25% à 30% des coûts de la procédure de planification, qui se sont élevées à plus de 7 millions de francs. Deux fois plus cher qu'en Autriche ou qu'en France pour un projet similaire. Sans un investisseur prêt à payer une telle somme, il serait impossible d'avancer. La situation devient intenable. Il est donc urgent d'améliorer les conditions-cadres.

Vous y croyez?

Politiquement, le tourisme n'existe pas chez nous. Au plan économique, il n'est qu'au 5^e ou 6^e rang (ndlr: environ 5% du produit intérieur brut), alors que c'est la première branche en Autriche, au Tyrol et aussi en France. Mais regardez les chiffres: avec une surface totale de pistes inférieure



Exception Le domaine skiable d'Andermatt grandit grâce à un investisseur providentiel, le magnat égyptien Samih Sawiris. KEYSTONE/JURS FLUEELER



Peter Furger, 68 ans, consultant spécialisé dans le domaine des remontées mécaniques.

de 10% à la nôtre, l'Autriche réalise un chiffre d'affaires deux fois plus important! Le potentiel de développement est donc énorme. Il faut réveiller les esprits.

Dans un pays aussi riche que la Suisse, les remontées mécaniques ne soutiennent plus la comparaison. Ça ne peut pas être uniquement une affaire de procédures...

Non. On n'a pas vu passer le train. Dans les années 60, la Suisse était au top en matière de sports d'hiver. Les hôteliers ont investi dans les remonte-pentes, souvent chacun de leur côté. On a longtemps cru que la concurrence était de l'autre côté de la rue, alors qu'elle se développait à l'étranger. Et puis, on n'a pas profité des milliards qu'a rapportés le développement immobilier! En Valais, si on avait investi ne serait-ce que 20% ou 25% des fortunes générées par la construction de résidences secondaires dans le renouvellement des installations mécaniques, on n'en serait pas là. Et ce financement transversal va encore plus nous manquer désormais, avec le coup de frein imposé par la Lex Weber.

Pour inverser la tendance, vous plaidez pour de grands projets, des destinations fortes.

Oui. A l'échelle mondiale, le tourisme explose. Chaque année, il y a des dizaines de millions de nouveaux clients potentiels, venus par exemple d'Asie ou d'Amérique du Sud. Il faut capter ces flux avec des produits attractifs et des positionnements clairs.

Mais ces gens ne sont pas skieurs...

Non, pas au début en tout cas. Ils veulent visiter les villes, le bord de mer et la montagne. Mais dans les destinations de montagne qu'ils visent, l'arc alpin européen est clairement numéro un. Les sommets, les vallées et les glaciers les plus connus se trouvent tous entre Chamonix et Coire. On est assis sur un véritable trésor! Prenez le chemin de fer de la Jungfrau, qui a battu son record absolu de fréquentation l'année dernière, avec près de 900 000 clients transportés. Ce sont uniquement des excursionnistes! Grâce à eux, toute une région continue d'exister dans le secteur des sports d'hiver.

Quel genre d'offre faudrait-il développer, selon vous?

Une hôtellerie de qualité et quelques attractions phares capables de tirer tout le secteur vers le haut. Le Valais, par exemple, devrait à mon avis miser sur quatre pôles: la découverte du glacier d'Aletsch, une liaison directe, par câble, entre Zermatt et Saas-Fee, une autre entre Loècheles-Bains et Crans-Montana, et enfin un accès direct de la plaine au domaine des 4 Vallées (ndlr: comme le projet de liaison par câble entre Sion et Veysonnaz, actuellement à l'étude).

Sans même parler du financement de tels projets, obtenir des autorisations paraît utopique, non?

A Andermatt, on a réussi. Il faut sortir de la médiocrité pour créer quelque chose qui a une vraie valeur concurrentielle. Adapter le produit à la demande, c'est la seule loi du marché. Sans cette réflexion à long terme, on se dirige vers un crash touristique dans les régions de montagne en Suisse. La situation monétaire ne permet plus l'amateurisme.

Quelle place reste-t-il, dans ce contexte, pour les petites stations, les domaines de basse et moyenne altitude qui souffrent aujourd'hui?

Je ne dis pas qu'il y aura des Chinois à Bürchen ou à Torgon demain. Du point de vue strictement économique, les petits domaines skiables isolés sont perdus, car les coûts d'exploitation et de renouvellement des installations ne permettent pas la rentabilité. Mais ils gardent un rôle important à jouer: c'est là que les enfants apprennent à skier. Deuxièmement, ils remplissent un rôle social dont il faut tenir compte. Les remontées mécaniques, c'est ce qui retient la population dans les vallées.

Les exploitants appellent de plus en plus les collectivités publiques à la rescousse pour investir car il leur est très difficile d'obtenir des crédits bancaires. N'est-ce pas dangereux?

Si. L'endettement guette, on l'a vu dans plusieurs communes valaisannes. Mais que faire d'autre? Si vous fermez les instal-

lations mécaniques dans des villages comme Grächen ou Champéry, c'est la mort des vallées. Et je suis persuadé que le dépeuplement coûterait bien plus cher à long terme. Dans le canton de Vaud, les autorités l'ont bien compris: elles se battent pour sauver les Alpes vaudoises.

N'y aurait-il pas moyen de s'orienter vers une autre forme de tourisme?

Il faut se tourner vers les activités d'été, bien sûr. Mais pensez au développement des vingt dernières années: où a-t-il eu lieu? Pas dans la vallée de Conches, alors que cette région a tout pour bien faire dans le tourisme doux. J'ai participé là-bas il y a plus de vingt ans à la création du village de vacances d'Obergesteln. Un projet magnifique, avec un hôtel en mains des habitants de la commune, des pistes de fond et un golf juste à côté. Mais nous n'avons pas réussi à y ajouter un domaine skiable, comme je l'espérais. Aujourd'hui, le complexe vivote. Dans la vallée, les entreprises ferment les unes après les autres, les jeunes ne trouvent plus de places d'apprentissage...

Donc, selon vous, il faut continuer à s'appuyer sur le ski, malgré le réchauffement climatique?

Plutôt sur l'expérience neige au sens large, car il y a de plus en plus de non-skieurs. Dans l'histoire, il y a toujours eu des changements climatiques. Dans dix ans, ça peut tourner. Et puis, je crois que la technique de l'enneigement mécanique est plus rapide que l'évolution du climat. Sans elle, de nombreuses stations auraient rencontré de grandes difficultés cet hiver.

Reste le problème des prix, un réel obstacle pour le touriste.

Oui. La Suisse est aujourd'hui stigmatisée pour cette raison. Depuis 2009, année où l'euro valait 1 fr. 60, on a perdu 30% de nuitées. C'est énorme. Il faut faire baisser les coûts pour pouvoir offrir des prix plus favorables.

Comment réussir un tel pari?

En agissant sur le prix des marchandises à l'importation, pour que le restaurateur suisse n'ait pas à payer sa viande deux ou trois fois plus cher que son concurrent français ou autrichien. Et aussi en n'ayant pas peur de briser des tabous, comme les salaires des frontaliers. Dans l'hôtellerie ou le bâtiment, les conventions collectives leur garantissent les mêmes conditions que les travailleurs suisses, alors que le coût de la vie est nettement inférieur chez eux. Cela contribue à renchérir notre offre touristique. La politique et les syndicats ont une grande responsabilité à cet égard.